

L'an deux mille quinze et le vingt avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 20 AVRIL 2015

Date de convocation : 13 avril 2015

Affiché le : 27 avril 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 52

Nombre de votants : 60

Nombre d'absents excusés : 3

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC **Beaumes-de-Venise** : absent excusé et pouvoir **Beaumont-du-Ventoux** : Bernard CHARRASSE **Bédoin** : Nathalie REYNARD **Caromb** : Léopold MEYNAUD **Carpentras** : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Pauline DREANO jusqu'à la délibération n°35-15 incluse - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI jusqu'à la délibération n°45-15 incluse - Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE – Julien AUBERT jusqu'à la délibération 59-15 incluse **Crillon le Brave** : Guy GIRARD **Flassan** : Michel JOUVE **Gigondas** : pouvoir **Lafare** : Jean-Paul ANRES **La Roque Alric** : pouvoir **La Roque sur Pernes** : Joseph BERNHARDT **Le Barroux** : Bernard MONNET **Le Beaucet** : François ILLE **Loriol du Comtat** : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO **Malaucène** : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°39-15 incluse **Mazan** : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET **Modène** : Christian RIPERT **Saint Didier** : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS **Saint Pierre de Vassols** : Ghislain GRICOURT **Saint Hippolyte le Graveyron** : André AIELLO **Sarrians** : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ **Suzette** : absent excusé **Vacqueyras** : Jean-Marie GRAVIER **Venasque** : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES - Luc REYNARD a donné pouvoir à Nathalie REYNARD - Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Agnès MOISSON – Karine GUEZ a donné pouvoir à Caroline BALAS - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé DE LÉPINAU - Eric UGHETTO a donné pouvoir à Dominique BODON - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Pauline DREANO a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°36-15 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Bernard CHARRASSE à partir de la délibération n°40-15 - Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Hélène CABASSY à partir de la délibération n°46-15.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Julien LANGARD - Jean-Alain MAZAS - Julien AUBERT à partir de la délibération n°60-15.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Nathalie REYNARD

Délibération n°35-15

Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service développement économique

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Demande de subvention de l'association Vaucluse Développement

Conseil de Communauté de la CoVe du 20 avril 2015

Délibération n°35-15

Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service développement économique

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Demande de subvention de l'association Vaucluse Développement

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de développement économique,

Considérant l'action proposée par l'association Vaucluse Développement pour œuvrer de concert avec la CoVe à l'émergence des projets de développement local, techniquement, socialement et territorialement pertinents dans une perspective globale d'amélioration de l'offre économique et de l'emploi,

Vu la demande de subvention présentée par l'association Vaucluse Développement,

Vu le projet de convention d'objectifs et de moyens à cet effet,

Vu l'avis favorable de la commission finances du 1^{er} avril 2015,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué à l'économie, l'emploi et l'aérodrome,

Conformément à l'article 14 du règlement intérieur du Conseil de Communauté, tout conseiller communautaire ayant un intérêt dans les affaires de l'association (qu'il en soit membre dirigeant, prestataire, fournisseur, etc.) est tenu d'en informer le Président de séance au plus tard lorsque l'ordre du jour du Conseil appellera l'affaire en question ; il devra alors s'abstenir de toute manifestation, d'émettre un avis, de participer au débat et de prendre part au vote.

Après en avoir délibéré par un vote à la majorité des suffrages exprimés, Francis Adolphe et Bruno Gandon ne prenant pas part au vote,

Article 1 : APPROUVE la convention de partenariat avec l'association Vaucluse Développement, annexée à la présente délibération, moyennant le versement par la CoVe d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 29 100 €.

Article 2 : PRÉCISE que les crédits correspondant à cette subvention sont inscrits à l'article 6574 du Budget Principal.

Article 3 : AUTORISE le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : **27 AVR. 2015**

Publication par affichage le : **27 AVR. 2015**

Exécutoire le : **27 AVR. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 27/04/2015

<p style="text-align: center;">CONVENTION DE PARTENARIAT 2015 ENTRE LA CoVe - COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX-COMTAT VENAISSIN ET VAUCLUSE DÉVELOPPEMENT</p>
--

ENTRE les soussignés :

- la CoVe, Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, dont le siège social est situé 1 171, Avenue du Mont Ventoux - C.S. 30085 - 84203 Carpentras Cedex, représentée par Monsieur Francis ADOLPHE en sa qualité de Président de ladite Communauté,

Ci-après dénommée « CoVe - Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin »,

D'UNE PART

ET

- Vaucluse Développement - Agence de Développement Economique de Vaucluse, dont le siège social est situé 19, place de l'Horloge, 84000 Avignon, représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « Vaucluse Développement »

D'AUTRE PART

PRÉAMBULE

La loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire incite à des démarches territoriales autour de projets structurants.

Ces modes d'organisation des territoires visent à :

- promouvoir des politiques de développement durable au sein des territoires,
- encourager l'intercommunalité de projets,
- accroître la participation et la concertation des acteurs socio-économiques, privés, publics, et associatifs, pour la définition des enjeux et stratégies d'aménagement et de développement économique des territoires,
- faciliter, par voie contractuelle, la mise en cohérence des politiques publiques et l'adaptation aux réalités et spécificités locales.

La politique d'aménagement du territoire privilégie un aménagement et un développement économique centrés autour de projets cohérents, concertés et soucieux de durabilité.

Il est important, pour ce faire, que les collectivités locales, les acteurs socio-économiques et les services de l'Etat concernés puissent se rencontrer et travailler de concert.

Ainsi, il est apparu pertinent à la CoVe de solliciter les compétences de Vaucluse Développement pour l'accompagner dans la conduite de ses projets de développement socio-économiques sur son territoire.

En effet, les actions en faveur de l'attraction de nouvelles entreprises, du développement des entreprises existantes, de l'emploi, de la cohésion sociale et territoriale et de la veille économique sont au cœur des champs d'intervention de Vaucluse Développement, comme de la CoVe.

Aussi, la CoVe et Vaucluse Développement souhaitent formaliser leur volonté de collaboration, afin d'optimiser et de mettre en cohérence leurs interventions, en s'engageant dans la présente convention.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit.

ARTICLE 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'assurer et de développer la participation de Vaucluse Développement afin d'œuvrer de concert avec la CoVe, à l'émergence des projets de développement local, techniquement, socialement et territorialement pertinents dans une perspective globale d'amélioration de l'offre économique et de l'emploi du territoire concerné. Cette mission ayant pour priorité en 2015 de s'inscrire dans la mise en œuvre de la stratégie de développement économique et de parcs d'activités de la CoVe tels que définis dans le schéma directeur validé par la Communauté d'Agglomération en 2010.

ARTICLE 2. Principe du partenariat

2.1. Vaucluse Développement s'engage à :

- Porter à la connaissance de la CoVe, les objectifs et les programmes d'actions annuels arrêtés par ses instances, dont elle assurera la mise en œuvre avec l'ensemble de ses partenaires locaux.
- Informer la CoVe, des différents protocoles, mesures et programmes d'actions mis en place dans le cadre de dispositifs nationaux et européens d'aménagement et de développement des territoires.
- Mettre à disposition ses travaux d'études et d'analyses sur le département de Vaucluse réalisés dans le cadre des objectifs et programmes d'actions précités.
- Soutenir et contribuer aux actions des EPCI, en cohérence avec la politique départementale de développement économique du Conseil Général à laquelle participe Vaucluse Développement.
- Participer aux réflexions stratégiques soutenues et animées par la CoVe, en s'impliquant, d'une part, dans la réalisation d'un diagnostic de territoire en termes de filières d'activités, d'aménagement et d'équipement et, d'autre part, dans ses potentialités et son devenir, en fonction de ses compétences et de ses ressources.
- Dans le cadre d'études menées conjointement, mettre à la disposition de la CoVe, l'ensemble des données relatives au département dont Vaucluse Développement dispose au sein du centre de ressources dont elle assure la gestion, notamment les données foncières gérées dans le cadre de l'observatoire foncier et immobilier départemental, et lui fournir, à sa demande, des statistiques foncières du territoire liées à l'offre et à la demande.
- Informer la CoVe, dès qu'une offre foncière ou immobilière relevant de son territoire est transmise à un prospect et l'associer à toute visite de site.

2.2. La CoVe - Communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin s'engage à :

- Informer les services de Vaucluse Développement sur :
 - les enjeux des politiques générales de développement local arrêtées, les projets de territoires correspondants et les programmes d'actions de l'EPCI qui en découlent,
 - les besoins des entreprises dont elle a connaissance, soit candidates à l'implantation en Vaucluse, soit existantes (développement, extensions, restructurations, etc.).
- Mettre à disposition de Vaucluse Développement les informations, études et diagnostics socio-économiques territoriaux dont elle dispose. Dans le cadre de la constitution des diverses bases de données de portée départementale du « centre de ressources » géré par Vaucluse Développement, la mise à jour correspondante pourra faire l'objet d'une convention spécifique.
- Mettre à disposition de Vaucluse Développement le descriptif des zones d'activités, les terrains et immobiliers d'entreprises disponibles sur le territoire, afin d'alimenter la base de données de l'observatoire foncier et immobilier départemental et de veiller à la mise à jour régulière de ces données.
- Informer et associer Vaucluse Développement dans le cas où la CoVe, serait directement saisie par un prospect. Dans ce cas, Vaucluse Développement s'engage à ne pas présenter d'autres offres foncières dans le département, et à accompagner l'entreprise jusqu'à son installation.
- Mettre à disposition de Vaucluse Développement les éléments du Système d'Information Géographique (SIG) éventuellement réalisés, tels que statistiques, cartes, dossiers techniques, etc.
- Soutenir, encourager et contribuer aux actions territorialisées de Vaucluse Développement s'inscrivant dans un schéma de développement économique de portée départementale ayant des retombées positives sur le territoire de la CoVe.

2.3. Vaucluse Développement comme la CoVe - Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin s'engagent à :

- Assurer leurs engagements d'échanges d'informations, de conseil et de réflexions partagées en faveur du développement local des territoires de Vaucluse.
- Définir des méthodes de travail communes dans le traitement et l'exploitation des données (cartographiques, socio-économiques, territoriales, etc.), pouvant être intégrées et mutualisées via « le centre de ressources départemental ».

ARTICLE 3. Participation financière

En sa qualité de membre adhérent de Vaucluse développement, la Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (CoVe) s'engage à acquitter le montant de sa cotisation annuelle fixée de façon forfaitaire pour l'année 2015 à 29 100 €.

ARTICLE 4. Modalité de paiement

Le montant de ladite subvention forfaitaire, calculé selon les critères d'intervention et les modalités de participation financière forfaitaire définis aux articles 2 et 3 précédemment énoncés, sera versé à l'Association Vaucluse Développement, pour moitié dès la signature de la présente convention de partenariat, et le **solde après demande de Vaucluse Développement. Cette demande devra IMPÉRATIVEMENT parvenir au service développement économique de la CoVe au plus tard le 4 novembre 2015**, rapport d'activités annuel intermédiaire arrêté au 31 octobre 2015 à l'appui.

L'association s'engage à présenter chaque année une demande de subvention motivée par écrit **avant le 15 octobre au plus tard, délai de rigueur retenu pour toute instruction de dossier.**

Aucune demande ne pourra être instruite à défaut de transmission dans les délais.

Cette demande de subvention sera soumise à l'accord formulé par délibération du Conseil de Communauté et comportera a minima les pièces suivantes :

- les statuts
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'association au Journal Officiel
- la composition du Bureau
- la composition du Conseil d'Administration,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- le budget prévisionnel de l'année à subventionner, faisant ressortir l'ensemble des financements et ressources propres,
- le dernier compte rendu et/ou rapport d'activité.

ARTICLE 5. Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2015. Elle prendra fin au 31 décembre 2015.

ARTICLE 6. Contrôle et suivi des objectifs

À l'issue de la durée contractuelle de la convention, une analyse conjointe des dossiers tenus par Vaucluse Développement au profit de la CoVe sera faite afin d'en apprécier la réalité des résultats ou tout au moins la tangibilité des objectifs atteints ou sur le point d'être atteints ; cette appréciation offrira la possibilité :

- soit de mettre fin à la convention après finalisation des projets en cours
- soit de mettre en place une nouvelle convention.

ARTICLE 7. Autres services optionnels proposés par Vaucluse Développement

Au-delà de sa mission principale de promotion de la « destination économique Vaucluse » au sein de laquelle s'inscrit le territoire de la CoVe, et de l'attraction d'entreprises dont bénéficiera la communauté d'agglomération précitée, Vaucluse Développement est susceptible d'offrir des services spécifiques en matière de,

- Traitement en amont des zones d'activités :
 - audit /diagnostic,
 - propositions de requalification,
 - conseil à l'élaboration de programmes,
 - conseil au montage d'opération (foncier, programme, pré-bilan, simulation des recettes, etc.),
 - tests de pré – commercialisation.
- Pépinières, hôtels d'entreprises et immobilier d'entreprises :
 - études de faisabilité,
 - conseil au montage d'opération (esquisse de bilan d'équipement, bilan d'exploitation, ...)
 - mobilisation des aides, etc....

Si la CoVe souhaite confier à Vaucluse Développement, tout ou partie de ces missions appliquées à une ou plusieurs zones d'activités spécifiques existantes ou en projet, et dans la mesure où la CoVe considère que cette prestation n'est pas réellement couverte par la convention, il sera alors établi un avenant à la présente convention, fixant d'un commun accord la définition des services sollicités et leur rémunération, traitées de manière indépendante de la cotisation forfaitaire visée à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 8. Modification du contenu de la présente convention

Toute modification ou extension de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra recueillir l'approbation des parties.

ARTICLE 8. Dénonciation de la présente convention

La CoVe a la possibilité de dénoncer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la présente convention en cas de non-respect des clauses ou en cas de circonstances exceptionnelles pouvant impliquer l'interruption du programme d'actions engagé par Vaucluse Développement.

Fait en deux exemplaires originaux

À Carpentras, le

Francis ADOLPHE
Président de la CoVe
Communauté d'agglomération
Ventoux-Comtat Venaissin

le Président de Vaucluse Développement